

Pouvoir d'emprunt—Loi

Monsieur le Président, on a vu, au lendemain de l'assermentation du Cabinet, ils ont nommé un ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne). Monsieur le Président, pour un de ceux qui s'est battu pour s'assurer que le ministère d'État de la Jeunesse soit une réalité au sein du gouvernement canadien, je dois vous avouer ma déception. Je regrette presque d'avoir fait la bataille pour assumer son poste à l'actuelle titulaire. Monsieur le Président, l'actuelle titulaire du ministère d'État (Jeunesse), qui avait toujours eu des rôles de premier plan dans sa carrière professionnelle, est maintenant réduite à un rôle de figurante. Quelle a été l'influence du ministre d'État (Jeunesse) dans l'élaboration de ce budget-là? Il est évident qu'elle n'a pas eu son mot à dire. Parce que je suis convaincu qu'elle est beaucoup plus préoccupée par les jeunes que son collègue le ministre des Finances (M. Wilson) qui l'a tout simplement tassée.

Monsieur le Président, on n'a qu'à regarder les statistiques et, pis encore, dans cette année particulièrement dédiée à la jeunesse, on parle de participation, on parle de développement aussi, le développement de l'individu. Le système d'éducation au Canada est «sous-financé». L'accessibilité à l'éducation postsecondaire devient de plus en plus limitée.

Pour aller peut-être dans le même sens que la philosophie du gouvernement, c'est rendu, monsieur le Président, que seuls les plus fortunés vont avoir les moyens d'avoir accès aux universités et aux collèges. Et vous regarderez le nombre dramatique de jeunes Canadiens qui n'ont plus les moyens de pouvoir fréquenter des institutions postsecondaires. Vous regarderez le découragement avec le taux de jeunes Canadiens qui quittent maintenant au niveau de l'éducation secondaire, et qu'est-ce que le gouvernement fait? Monsieur le Président, sur les quelque 540,000 jeunes chômeurs, il y en a 300,000 qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires, 300,000 qui n'ont pas la formation professionnelle nécessaire pour participer pleinement au marché du travail. Quelles ont été les initiatives proposées par le ministre des Finances? C'est s'assurer qu'ils deviennent des assistés sociaux permanents, et cela, monsieur le Président, c'est inacceptable dans une société où on prétend vouloir donner l'égalité des chances et l'égalité d'accès.

Monsieur le Président, on parle de développement de l'individu, mais quel est le slogan de l'Année internationale de la Jeunesse, «Participation, développement et paix», quand il n'y a pas de substance derrière, quand la seule chose qu'on a faite avec les grands thèmes, c'est d'imprimer des posters. C'est cela mon inquiétude d'avoir écouté le ministre des Finances dire qu'on veut aider les gens qui ont un demi-million de gain en capital. Monsieur le Président, il n'y a pas beaucoup de jeunes Canadiens qui vont pouvoir profiter de ces mesures-là, peut-être des fils à papa parce qu'ils vont se faire transférer des parties des avoirs de leurs parents. Mais en dehors de cela? Et quelle est la responsabilité, non seulement économique, mais sociale, du chômage? Encore là, monsieur le Président, on a assisté à une abdication complète des responsabilités de la part du ministre des Finances. C'est pourquoi, monsieur le Président, j'hésite beaucoup à pouvoir me réjouir du bill C-51, j'hésite beaucoup parce que les priorités sont mauvaises.

L'autre élément du slogan de l'année, c'est l'élément «paix», et le ministère qui a été le moins touché, monsieur le Président, c'est le ministère de la Défense nationale. Pourquoi, monsieur le Président, se promener avec ces slogans, essayer de faire des

colloques et des conférences sur les trois thèmes quand on ne les respecte pas dans l'action? Dans ce sens-là, je vous dirai que j'ai rencontré dernièrement des centaines de jeunes Canadiens, et ils ont perdu beaucoup d'illusions. Ils s'étaient fait promettre mer et monde, et la triste réalité, c'est qu'ils s'aperçoivent que la justice dans les yeux du ministre des Finances, c'est d'en donner plus à ceux qui en ont déjà, c'est de s'assurer qu'une société où il y a des gens qui sont mieux nantis puisse en profiter au maximum et que le pauvre diable paye toujours la note. Ce Budget qui a été déposé et qui va justifier une partie de cet argent-ci, de ce pouvoir d'emprunt, est un Budget de «grosse poche», monsieur le Président. Vous savez fort bien qu'en réalité cela fait plaisir aux mieux nantis de la société et qu'on a oublié complètement le quart de la société canadienne dans ce Budget-là, qu'on a oublié complètement la génération montante et, dans ce sens-là, vous me voyez fort déçu.

Je peux certainement vous parler de leurs nouvelles initiatives de gestion, monsieur le Président. Non seulement on a le front de dire aux chômeurs: On vous laisse aller au secteur privé, ne comptez pas sur nous, on n'est pas responsable et on ne veut rien savoir de vous autres. Pis que cela, on leur dit en plus: On trouve que votre assurance-chômage est un peu généreuse et on va établir un comité du secteur privé, pas un comité de chômeurs, monsieur le Président, alors surtout pas s'occuper d'eux, c'est cela que le ministre des Finances leur a dit. Non seulement on ne s'occupera pas de vous trouver des jobs mais, deuxièmement, l'assurance-chômage est trop généreuse, et on va vous «couper». C'est cela le message du ministre des Finances aux chômeurs, c'est le message de désespoir, en leur disant: Vous êtes un peu comme les bêtes noires de la société. Comment quelqu'un qui a une certaine conscience sociale, monsieur le Président, peut-il accepter un message aussi malheureux livré à un million et demi de chômeurs à travers le pays? On dit: Faites-nous confiance, mais surtout aux grosses compagnies. Faites confiance aux riches. On va leur en donner plus. On va leur donner un boni de \$125,000 et ils vont s'occuper de vous autres. Il se peut, monsieur le Président, qu'avec ce boni de \$125,000 qui est la déduction d'un demi-million sur les gains de capitaux qu'ils engagent une bonne et peut-être un jardinier aussi. Mais c'est à peu près tout ce que cela va payer. La plupart de cela ne profitera pas à la création d'emplois. Même aujourd'hui, Alain Dubuc du journal *La Presse* déclarait, et pourtant Dieu sait que ce n'est pas une personne engagée en politique, mais un fin observateur économique, déclarait, dis-je, que c'était un cadeau aux riches mais bien peu de chance pour l'emploi.

Monsieur le Président, je suis certain que mes collègues de l'autre côté de la Chambre qui ont été mandatés d'aller vendre ce budget, les yeux bandés, et surtout de ne pas écouter les critiques...

M. La Salle: Non, non!

M. Lapierre: J'entends le ministre des Travaux publics (M. La Salle) qui dit: Non, non, non. Il y a même un de ses collègues qui a été tellement zélé, son collègue de Lotbinière (M. Tremblay) qu'il n'a pas pu convaincre son président d'association de circonscription avec des mots, il a été obligé de lui passer le nez à deux places!

M. La Salle: Sur le budget?